



Sommaire N° 32-33

du 17 au 23 octobre 2016

Editorial

Le Roi est mort... vive la Chine !

Economie

Consolidation ou relance ? La valse lente

Politique

6ème Plenum - Avant la bataille...

Transports

VTC - Demi-tour, droite !

Religion

Le chemin de Damas du Pape vers Pékin

Culture

Salles obscures, mariage de raison sino-américain

Santé

Il court, il court, le diabète

Petit Peuple

Fengyang (Anhui) - Chute et rédemption de Zhang Liwei (1ère partie)

Rendez-vous

Semaine du 17 au 23 octobre 2016

Vent de la Chine

Chers abonnés, pensez à notre offre de PARRAINAGE : parlez du Vent de la Chine à votre entourage, et si l'un d'entre eux s'abonne, un mois vous est offert !

Editorial : Le Roi est mort... vive la Chine !

De santé notoirement frêle depuis quelques années, **Bhumibol Adulyadej (Rama IX)**, à 88 ans, le roi thaïlandais a fini par rejoindre ses ancêtres (13 octobre) – au grief de ses 67 millions de sujets qui lui vouaient souvent un culte passionné. Pour la Chine aussi, cette disparition est une perte, à plusieurs titres.

D'abord, le roi Bhumibol lui-même, avait du sang chinois dans les veines - comme tant d'autres, issu d'une immigration chinoise des décennies en arrière. Et Bangkok elle-même, héberge une des plus importantes Chinatown au monde. L'ambassade de Chine à Bangkok y est la plus étoffée, et les échanges fleurissent : en 1974, les **investissements** directs chinois approchaient les 2 milliards de \$, créant usines, aquaculture, ou dizaines de milliers d'appartements de villégiature pour Chinois aisés. Technologie, textile et mobilier chinois croisent en chemin le riz thaï, les crevettes et l'électromécanique, pour 75 milliards de \$. Le tourisme chinois explose : par avions et de plus en plus en voiture (*depuis le Yunnan, via le Laos*), les Célestes « estivants » frisaient en 2015 les 8 millions - et ce n'est qu'un début.

Politiquement, tous les leaders chinois ont rencontré le roi et ses premiers ministres successifs. De plus, la Thaïlande, séparée de la mer de Chine par Cambodge et Vietnam, n'a aucun conflit avec la Chine, ni velléité de défense solidaire avec ses voisins de l'ASEAN.

Au contraire ! Depuis le coup d'Etat militaire en Thaïlande du « *Conseil national pour la paix et l'ordre* », et le maladroit grondement des Etats-Unis réclamant un retour à la démocratie, le Royaume s'est distancié de Washington, pour n'avoir aujourd'hui plus grand-chose à refuser à Pékin. Il serait bien imprudent pour un séparatiste Ouïghour de mettre un pied au Royaume du Siam, au risque de se retrouver déporté vers la Chine. Quant aux dissidents kongkongais, ils ont appris à leurs

dépendants ce qu'ils risquent à venir s'exprimer au royaume des orchidées : au mieux, le refoulement à l'aéroport, au pire l'arrestation directe par des agents chinois. En retour, Bangkok peut commander 28 chars d'assaut VT4 avec option sur 153 autres, et 3 sous-marins diesels-électriques de classe Yuan, ces derniers pour un milliard de \$ - moins cher que le matériel américain, et sans conditions. De même, l'armée royale tiendra l'an prochain avec l'APL ses seconds exercices interarmes conjoints. Seule ombre au tableau est le blocage sur le TGV Nord-Sud en Thaïlande. La Chine a déjà renoncé à la gestion et à la billetterie, mais l'accord tarde à venir sur la durée et le coût des emprunts. Avec la Thaïlande, c'est assez rare pour être souligné, la Chine semble avoir rencontré un négociateur qui prend son temps et ne transige pas sur sa souveraineté.

A la mort du souverain, le Président Xi Jinping n'a pas attendu six heures pour présenter ses condoléances, soulignant sa contribution « irremplaçable » à l'amitié entre les deux peuples. Pour Pékin, ce décès pourrait s'avérer une opportunité pour ancrer plus fermement le royaume dans son orbite, en l'assistant dans cette phase délicate. Il peut aider **Maha Vajiralongkorn** le prince héritier, à s'imposer en dépit d'une mauvaise image : en offrant à Bangkok son TGV à des conditions imbattables ; et surtout, en équipant et formant les forces thaïes au Nord (*à maîtriser les pirates infestant le haut cours du Mékong*), et au Sud (*à reprendre le contrôle des turbulentes provinces musulmanes à la frontière malaise*).

Le prix à payer pour Pékin sera sans doute élevé. Mais il lui permettra de réaliser son rêve d'une liaison ferroviaire à grande vitesse, doublée d'une ligne de fret de Kunming à Singapour : elle sera sa nouvelle route de la soie vers l'Asie du Sud-Est. Elle déversera les biens et les populations vers le Sud, tout en y faisant reculer l'influence politique américaine. Deux objectifs qui, aux yeux de la Chine, n'ont pas de prix.

Economie : Consolidation ou relance ? La valse lente



Pendant deux jours (10-11 octobre), lors d'un sommet national dans la capitale, patrons et cadres de **consortia publics** se réunirent et tinrent des discours au ton un peu anachronique.

Egalement présents, le Président **Xi Jinping** et trois hauts cadres (**Wang Qishan, Liu Yunshan et Zhang Gaoli**, le vice-premier en charge de l'économie), martelèrent que « *le leadership du Parti dans les entreprises en propriété d'Etat était un principe politique majeur, qui ne pouvait en aucune circonstance être remis en cause* ». « *La direction centrale et la construction du rôle du Parti étaient la racine et l'âme* » de ces consortia, pesant environ 40% de l'économie nationale. L'appareil devrait donc continuer à l'avenir à y garder la haute main sur les décisions-clé, les nominations et l'idéologie. Elles devraient se montrer à la fois « *loyales* » et « *une force importante dans la réalisation des décisions du niveau central, telle la stratégie d'une ceinture, une route' (nouvelles routes de la soie)* ».

Evoquant la filière de décision et de management de ces firmes pourtant dédiées en principe à la recherche de profits, Xi omettait curieusement d'évoquer fût-ce le nom du Bureau des Directeurs, ou celui du Conseil d'Administration. On était bien loin des promesses du Premier ministre **Li Keqiang** en 2012, d'introduire plus de rôle au marché, et de désengager l'Etat de la gouvernance des entreprises publiques !

Malgré ses formules idéologiques, ce discours pourrait avoir un but tout autre, plus immédiat et pragmatique : le **désendettement du secteur public**. Selon la Bank for International Settlements, les firmes chinoises, surtout publiques, ont 18 000 milliards de \$ de dettes, 169% du PIB. **Standard & Poor's** en diagnostique la double cause : « *une*

tendance inhérente à la croissance en actifs et à la diversification sectorielle couplée à une bourse faible » mal remise de son crash de l'an dernier, ce qui la prive de suffisamment d'épargne pour faire face aux besoins de ces firmes publiques. De ce fait, ces firmes voient s'effriter leur **productivité** : pour chaque dollar de dette, elles produisent 2/5ème de moins qu'en 2010. De leur côté, les banques voient se multiplier les dettes irrécupérables : au rythme actuel, il leur faudra recevoir pour 1680 milliards de \$ d'argent frais sous cinq ans, pour continuer à fonctionner.

La solution choisie par le gouvernement consiste à multiplier les **opérations de « swap »**, chez ces consortia, consistant à échanger les emprunts bancaires à haut taux d'intérêt, contre des obligations à taux faible mais garanties par l'Etat. Déjà octroyé à Sinosteel et Wuhan Steel, ce désendettement massif est inaccessible aux firmes « *zombies* », trop endettées et obsolètes pour être sauvées. Mais comme le plan public n'offre pas de définition de la firme zombie, certaines pourraient user de leurs amis politiques pour passer à travers le crible...

Et c'est ici, à notre sens, qu'a servi la réunion des 10-11 octobre, à faire passer le message aux consortia publics. Cet argent frais ne servira que selon les directives, sur les ordres du PCC : le patronat sera mis sur la touche pour laisser le comité du Parti en interne assumer les grandes décisions.

Ici S&P fait une remarque intéressante : les entreprises privées elles, non contraintes à la course à la concentration et à la diversification, ont agi récemment pour réduire leur dette—et sont en meilleure posture face à la récession...

L'autre souci est **l'immobilier**. En 2015, pour éponger le crash boursier d'alors (-50%, après 18 mois de hausse à 160%), Pékin relançait le crédit aux acheteurs. De 7500 milliards de ¥ en 2015, il devrait atteindre le double cette année. Les prêts aux constructeurs s'élevaient à 24 000 milliards de ¥ en juin. Aussi depuis février 2015, les prix du logement ont augmenté de 48%, et jusqu'à 59% à Shenzhen ! La frénésie d'emprunt, supputent les économistes, a poussé le **PIB** au 3ème trimestre à 6,7% - un chiffre

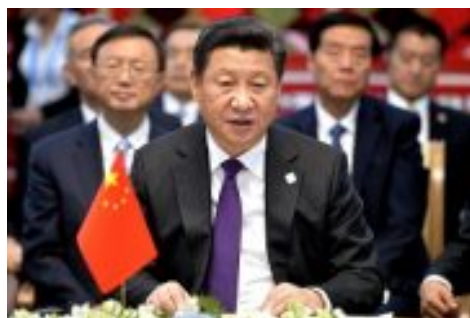
bien au dessus de la tendance productrice réelle, alors que par exemple, l'export n'augmentait que de 5,6% en septembre—chiffre en baisse. Or, le plus souvent dans ces constructions récentes, les logements sont invendus, ou inoccupés (cf. photo) — achetés à but spéculatif, ce qui fait s'agiter le spectre de l'éclatement d'une bulle.

Face au danger, à travers le pays, des freins s'appliquent à **la spéculation** : plus de 20 villes interdisent les ventes aux non-résidents, ou celles de secondes propriétés, ou augmentent le niveau de l'apport initial (de 30% à 50%). Et de fait, les ventes lors de la « *semaine d'or* » (1-8 octobre) à Shenzhen et Pékin ont vu les prix du neuf baisser de 20%, et à Pékin et Wuxi, les surfaces vendues de 86% et 72%.

Le marché immobilier se calme donc—relayé par celui de **l'automobile**, qui gagne 29% en septembre avec 2,3 millions d'unités vendues. Cette embellie est l'effet d'une autre décision centrale, la *dévaluation progressive du yuan*. Depuis janvier, la monnaie nationale a perdu 3% par rapport au \$, à 6,7/1, son taux le plus bas en 6 ans. C'est pour aider l'export à remonter la pente, et réduire l'effort de l'Etat en soutien du yuan sur les marchés internationaux. En septembre, la Banque Centrale dépensait 27 milliards de \$ à cet effet. Mais l'érosion reste lente, pour contenir la fuite des capitaux. Or l'épargnant n'a d'autre choix pour protéger son capital que d'investir—en logis, ou en automobile...

Dans ce concert de tendances médiocres, une bonne nouvelle enfin : le 30 septembre à Washington, au **FMI**, le yuan est entré au panier des « *droits de tirage spéciaux* » (DTS) dont il composera 10,92% des avoirs. Cet accueil du renminbi par la finance mondiale va accélérer l'investissement chinois dans le monde, notamment en **Afrique**, où Pékin multiplie ses projets ferroviaires (Egypte, Ethiopie, Djibouti...), et vers l'Europe, où la NDRC se donne 5 ans pour déployer son corridor ferré du China Railway Express, avec trois routes principales et 43 hubs de transit jusqu'à Hambourg et Rotterdam.

Politique : 6ème Plenum - Avant la bataille...



Suite à la réunion du Bureau Politique le 28 septembre, la CCTV annonçait la tenue du **6ème Plenum du Comité Central** du 24 au 27 octobre, le Parlement interne du Parti aux 550 membres et suppléants. D'ordinaire, ce meeting a lieu plus tôt en octobre. Le retard de cette année peut être le symptôme d'une tension interne, d'une difficulté à atteindre le réglementaire consensus sur des questions de fond : promotions des cadres, privilèges des factions, ligne politique.

Quoique invisible, la lutte est d'autant plus aiguë que le 6ème Plenum précède le XIXème Congrès de **2017**, censé reconduire le Président **Xi Jinping** pour un **second quinquennat** comme Secrétaire général du PCC : celui où enfin débarrassé de ses rivaux, Xi pourrait lancer les grandes réformes systémiques promises et en souffrance depuis 2012.

Selon l'agenda, les travaux porteront sur le dépoussiérage de deux textes antiques (*l'un datant de Deng Xiaoping, l'autre de 2003*), sur une « *résolution sur la conduite des institutions et des cadres du Parti* », et un « *règlement de supervision interne* ». Autrement dit, l'éternelle question de conscience du PCC sur l'intégrité de ses cadres, et sur le fondement moral de la **campagne anti-corruption**. Mais apparaît aussi bien sûr, en filigrane, la question de la **succession en 2022**.

Durant l'été 2012 au moment de l'arrivée de Xi au pouvoir, **Jiang Zemin** (le Secrétaire général durant les années '90) avait réussi au dernier moment, en un véritable « *coup de Jarnac* » contre son successeur **Hu Jintao**, à placer 3 voire 4 de ses fidèles au Comité Permanent (organe suprême composé de 7 membres), cassant le schéma de succession préparé depuis des années par Hu Jintao. Ce dernier n'avait pu y nommer que **Li Keqiang**, l'actuel 1er ministre.

À présent, lors du 6ème Plenum d'octobre, tout l'enjeu pour Xi consiste à assurer le passage à la retraite des 3, 4 lieutenants de Jiang au Comité Permanent, toujours en état de bloquer sa route. Xi doit aussi entraver la montée des hommes de Hu à ce Comité – 7 d'entre eux sont au Bureau Politique (18 membres), et attendent leur heure. Xi veut obtenir une majorité dans ces deux organes, - et peut-être comme 1er ministre, le seul homme en qui il ait confiance, **Wang Qishan**, « l'exécuter » de la campagne anti-corruption.

Récemment, pour affaiblir Jiang Zemin, un de ses hommes, l'ex-Secrétaire et maire de Tianjin, [Huang Xingguo, vient d'être mis en examen pour corruption.](#)

Côté Hu Jintao, c'est toute la **Ligue de la Jeunesse**, sa machine de pouvoir, qui joue sa survie : **Li Yuanchao** (vice-Président), le Vice 1er Ministre **Wang Yang** ou le Secrétaire à Canton, **Hu Chunhua** qui avait été pressenti en 2012 pour succéder à Xi en 2022. Critiquée sans relâche depuis janvier pour « *élitisme* » et « *incompétence* », la Ligue a vu son budget pour 2016 amputé de moitié.

Nombreux analystes s'interrogent si Xi Jinping osera aller plus loin, et briguer un 3ème mandat en 2022. Si c'est le cas, il devrait s'y prendre dès ce 6ème Plenum, en empêchant le Comité Central de désigner son successeur à l'issue de son second quinquennat.

En 2002, Jiang Zemin avait introduit une règle de succession dite « *7 monte, 8 descend* » (七上八下) : à 67 ans, on est promu, et à 68, on prend sa retraite ! Cette directive complétait celle de Deng Xiaoping qui confiait au Secrétaire général le choix, non de son successeur, mais celui de la génération suivante (soit *10 ans après la fin de son mandat de deux quinquennats*). Il s'agissait de protéger le régime contre le pouvoir solitaire, comme celui de Mao ayant failli naufrager le Parti entier.

Xi voudra-t-il se maintenir ? Et trouvera-t-il la majorité pour le faire ? C'est la question centrale de ce Plenum. Sa concentration des pouvoirs est la plus forte depuis Mao, sans doute. Mais en sous-main, nul doute que des groupes tenteront de lui faire obstacle.

Xi pourrait commencer par abolir la règle

du « *7 monte, 8 descend* », non à son profit mais à celui de son bras droit, Wang Qishan qui, à 69 ans, est censé se retirer en 2017. Et ce qui, permettrait à Xi en 2022 (qui aura 69 ans), de se maintenir au-delà de l'âge limite. Mais briser ce principe, lui fait courir le risque de voir les hommes de Jiang réclamer le même droit pour eux-mêmes !

Mais retournons au sujet n°1 à l'agenda : la **discipline et la supervision**. Il s'agit en fait d'évaluer l'effet de 36 mois de campagne anti-corruption. Or ici, selon Xi Xing et Li Zhen, chercheurs à l'université Sun Yat-sen de Canton, le bilan auprès de l'opinion est tout sauf positif. Sur 83.300 personnes sondées à travers tout le pays, une majorité se rallie à l'idée que « *le pouvoir central est plus corrompu que les pouvoirs locaux* » – que c'est les fautes d'en bas ont été provoquées par celles d'en haut. En effet, en trois ans, 750.000 cadres ont été « sanctionnés », mais la punition s'est dans l'immense majorité des cas, limitée à un « *avertissement* » ou à un « *blâme* ». En 2015, « seuls » 36.000 ont été déférés à la justice : moins de 0,5% des 7,5 millions de cadres.

Tout se passe comme si cette campagne débouchait sur une équation sans solution : après avoir révélé le pourcentage lourd de cadres corrompus (80% selon le professeur Ding Xueliang, de Hong Kong), les instances dirigeantes refusent de confier le « redressement du mal » à une instance extérieure à la sphère originaire de la faute - donc à la justice et à la loi.

C'est peut-être pour dissiper cette brume malsaine qu'est prononcé, à 14 jours du Plenum, un verdict exemplaire : Bai Enpei, l'ex-secrétaire du Yunnan reçoit la **peine de mort**, pour avoir détourné 37 millions de \$ en 13 ans – un record ! Cette peine sera peut-être commuée en perpétuité, mais pour la première fois dans l'histoire du PCC, ce cadre au rang de ministre se voit interdire d'avance toute perspective de libération anticipée ou de réduction de peine.

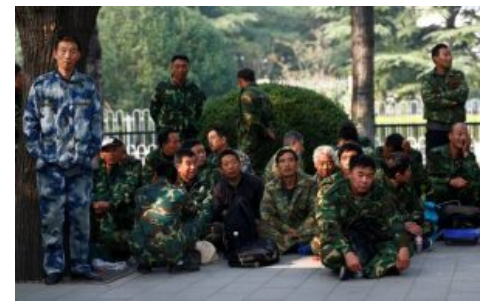
Un autre scandale inouï émerge : 45 élus du **Liaoning** sont expulsés du Parlement national...et surtout 454 élus du Liaoning sont exclus de leur Assemblée provinciale—soit 75% de tout ce Parlement—convaincus d'avoir acheté leur charge en 2013. Ceci pose deux questions brûlantes : comment fait on pour reconstituer en cours de législature une assemblée entière, et que faire des lois votées en 4 ans, en vigueur au Liaoning, quoique leurs législateurs aient pu les adopter dans leur intérêt de lobbyiste corrompus plutôt que dans celui du peuple.

Du point de vue de l'opinion, ce dernier scandale est un désastre, qui jette le doute sur l'intégrité de toutes les provinces et autres entités territoriales du pays. David Kelly, directeur de l'ONG pékinoise China Policy, prédit d'ailleurs que vu le choc moral d'une telle perspective, tout débat sur la qualité du système électoral de base en Chine, sera a priori occulté : le Plenum fera comme si rien ne s'était passé.

Afin d'alléger un peu le climat de ce

Plenum, commencent à apparaître quelques « réformettes » techniques. Ainsi le 9 octobre la **NDRC**, le super ministère en charge de l'économie, édictait la [fin de l'encadrement du prix du sel](#) : le gouvernement met fin à son prix obligatoire à tous les niveaux de la chaîne de production, mettant ainsi un terme à deux millénaire d'emprise publique sur ce produit vital. Ainsi 300 producteurs nationaux, 4000 distributeurs vont commencer à s'entredévorer, dans un combat sans pitié, et salé...

À la veille du Plenum enfin, s'entendent plusieurs petites voix discordantes, venues du bas. D'abord celle de la pétition de **168 avocats** déposée au Conseil d'Etat, réclamant la révocation d'amendements concernant l'exercice de leur profession. Ces nouvelles dispositions enfrennent, disent-ils, les libertés de parole, de presse et d'association, inscrites dans la Constitution, et facilitent leur arrestation dans les cas où ils chercheraient à faire pression sur la justice...



Il y a aussi cette **manifestation** à Pékin le 11 octobre, devant le ministère de la Défense, de 1000 soldats en guêtres de combat (partie des 300.000 militaires démobilisés depuis septembre 2015), venus réclamer du travail. Le Journal de l'APL traite l'incident en avertissant contre des « forces hostiles » qui voudraient saper la réforme en cours de l'APL.

Il n'empêche, ces deux incidents montrent que malgré la censure, des pressions s'accumulent parmi la société, explicitant un besoin de changement de systèmes restés trop longtemps traités à coup d'expédients, et pouvant de moins en moins attendre.

Transports : VTC - Demi-tour, droite !



Fin juillet, **Liu Xiaoming**, vice-ministre des Transports annonçait le premier règlement des **VTC**, véhicules commandés par smartphone : pour éviter la concurrence directe avec les taxis, le secteur devrait offrir un service « différencié » de qualité supérieure, et donc plus cher. Le texte soumettait l'activité à l'obtention de **trois licences** : une au bailleur du service, une au chauffeur (*distinct du permis classique*) et une au véhicule, les normes techniques étant à charge des villes et provinces.

Mais par leur publication simultanée le 10 octobre dans 7 mégapoles, et par leur ton très similaire, ces spécifications suggèrent que le gouvernement central est resté présent dans leur élaboration,

réalisant ainsi un choix politique clair : briser la progression jusqu'à hier irrésistible de la nouvelle filière, et du populaire groupe **Didi Chuxing** (弟弟出行, « petit frère part en voyage »). Entre Pékin, Shanghai et Shenzhen, les VTC « à essence » doivent justifier d'un empattement minimal de 2,7m, ceux électriques de 2,65m – une norme sans aucun effet sur la qualité du service, mais qui élimine les petites berlines. À Shenzhen, la première immatriculation du véhicule ne doit pas dépasser deux ans. Surtout, partout, chauffeur et véhicule doivent justifier du *hukou* (permis de résidence) et de la plaque de la ville. Un telle norme va à l'encontre des efforts publics pour éliminer les discriminations fondées sur la résidence. Or la majorité des 14 millions de chauffeurs travaillant sous Didi, consiste en petits provinciaux ayant mis leur épargne dans un véhicule haut de gamme, pour se créer un emploi dans les grandes villes.

Didi Chuxing a donc protesté : sous ces normes, à Shanghai seulement 20% de sa flotte pourra rester légale, et en Chine entière, 2,4% ! Ceci, quoique le groupe

ait été béni par le 1er ministre **Li Keqiang**, comme exemple d'une future « économie du virtuel et du partage ».

L'Etat semble donc faire marche arrière sur les VTC. Sa réaction n'est pas si différente de celles des pouvoirs publics d'Europe ou d'Amérique, et pour les mêmes raisons : les compagnies classiques de taxi ont payé –très cher– leur **licence**, pour le monopole du transport urbain. Que deviendront-elles, et qui leur remboursera cet investissement ?

Un autre aspect, est celui des riches grandes villes côtières, qui veulent se protéger de la **migration** des petites villes pauvres de l'intérieur.

Enfin, un dernier aspect évoque la vieille et invétérée **préférence publique** pour les firmes d'Etat (*ce que sont les firmes de taxis*) sur les privées (*les VTC*). Mais Didi Chuxing n'a pas dit son dernier mot, avec des soutiens de poids lourds de l'économie tels **Foxconn, Baidu, Tencent, Alibaba**, voire **Apple** et **Uber**. L'Etat lui-même d'ordinaire, se montre plus sensible à l'économie digitale, promesse du futur. Les normes et le cadre sont là pour un an, à titre de test - rien n'est donc encore joué.

Religion : Le chemin de Damas du Pape vers Pékin



Entre l'église et le PCC, depuis la fermeture forcée de la nonciature apostolique à Pékin en 1951, les rapports ont été houleux sanglants, puis dormants. Ces dernières années pourtant, les choses changent, avec deux leaders de « sang neuf » : **Xi Jinping**, le premier Secrétaire né après la révolution de 1949, et **François 1^{er}**, le pape argentin. Tous deux trouvent des perspectives nouvelles, un terrain neutre pour s'entendre.

Le Pape François le révèle : Xi Jinping vient de lui faire remettre un cadeau, et vient aussi d'envoyer des délégués chinois à un colloque international sur la COP21 au **Vatican**, et d'autoriser l'échange d'expositions d'art entre la Cité papale et la Chine (*une de Chine au Vatican, une de ses musées pontificaux en Chine*). Tout ceci est sans précédent.

Surtout, le Pape François annonce l'existence d'un concordat sur la nomination des évêques - depuis des décennies le litige principal. A l'avenir, selon ce nouveau dispositif, la Conférence épiscopale chinoise devra faire une liste de trois candidats, après s'être enquis des avis « extérieurs » (ceux de l'église de l'ombre). Le Pape pourra rejeter tel ou tel nom dans la liste, s'il le juge notoirement inapte, athée (cela arrive !) ou marié, et c'est lui seul qui décidera au final.

C'est à peu près le système qui fonctionnait 10 ans en arrière, qui permettait la désignation consensuelle d'un nombre de prélats, avant de disparaître, sous une nouvelle flambée de méfiance et d'hostilités.

Tout semble donc prometteur — et

pourtant sur le terrain, la situation est bien moins positive. Début septembre, l'Administration d'Etat aux Affaires Religieuses (la **SARA**, selon l'acronyme anglophone) présentait au public un futur règlement pour toutes les religions pratiquées en Chine—christianisme, bouddhisme, islam.

Sous peine de lourdes amendes, jusqu'à 30.000 € aux individus ou aux paroisses, il alignait 26 **interdictions ou limitations** : sans licence, aucune messe, procession, ou fête votive ne serait licite. Tout lieu de culte (église, logement privé) devrait être validé - les cultes à la maison, très populaires à travers la Chine, seraient bannis. Toute subvention ou collecte, interdite et confisquée. C'est déjà le cas au **Zhejiang**, en pointe de la persécution religieuse depuis deux ans et qui s'est déjà distingué par l'arrachage de centaines de croix aux façades des églises. En cette province, le denial du culte doit déjà être remis aux autorités. Les séminaires clandestins seraient interdits, et tout pasteur, imam ou curé devrait être obtenir une licence. Même les stages hors frontières, catholiques aux Philippines, protestants aux Etats-Unis, musulmans en Malaisie, n'existeraient plus qu'après l'obtention d'un permis.

A l'origine de ce tour de vis manifeste, se trouve Xi Jinping, toujours très sourcilieux envers tout risque d'« influence étrangère » et de risque d'érosion du pouvoir du Parti. En mai 2015, il avertissait contre ce risque de dérapage sur le terrain religieux.

Face à ce retour de flamme autoritaire, la masse des fidèles se rebelle : de nombreuses lettres de **protestation** arrivent au Parlement. Li Guisheng, avocat protestant, en dénonce l'« illégalité », car selon la Constitution chinoise, tout règlement sur les églises doit partir d'un vote au Parlement, et non des fonctionnaires du Conseil d'Etat.

Côté catholique aussi (au sein du clergé chinois), on redoute une tentative d'éradication des églises de l'ombre, ce qui semble pourtant improbable. Celles-ci sont déjà protégées par 60 ans de

pratique de la foi en clandestinité. Mais ce qui risque d'advenir, en cas d'application dure du nouveau texte, est une formation théologique moins rigoureuse, et le risque accru de dérapage dans le sectarisme.

Il faut aussi relever que ce texte tente tout de même de protéger les religions. Par exemple les **monuments religieux** (bouddhistes, mais aussi chrétiens ou islamiques) doivent être « protégés » du tourisme, des taxes des cadres locaux, et d'un excès d'activités sans rapport avec le sacré - spectacles, mendicité, divination. Le règlement donne aussi 30 jours aux mairies pour répondre aux demandes d'ouverture d'églises, et les forcer à justifier par écrit un refus éventuel.

« *En réalité*, note James Tong, professeur à l'université UCLA, *les règlements passés n'ont pas entravé la croissance de la foi en Chine, et le nouveau ne devrait pas agir différemment* ». C'est sans doute une raison du silence du Pape François face à cette nouvelle action du régime contre ses ouailles.

Une autre raison, est l'enjeu, évidemment. Qu'il s'agisse du christianisme, du bouddhisme ou de l'islam, la Chine connaît un formidable **engouement de la foi**. Les chrétiens y sont plus de 80 millions (67 millions de protestants, 14 millions de catholiques). Chaque dimanche, selon une source, « *les églises du Céleste empire accueillent plus de fidèles que celles d'Europe* ». Aussi pour le Pape, il est urgent de se réconcilier, et de rétablir son influence sur cet immense troupeau : « Pékin vaut bien une messe » !

Il reste certes d'imposants obstacles, comme la question de **Taiwan** que le Vatican ne veut pas entièrement abandonner, ou celle des « **lettres pastorales** » que le Pape peut faire lire en chaire à travers toutes les églises catholiques de Chine - ce que le PCC ne peut pas tolérer. Mais le Pape a confiance : « *nos négociateurs travaillent lentement, et c'est bien ainsi. Les choses qui vont trop vite, ne vont pas bien* ».

Culture : Salles obscures, mariage de raison sino-américain



En matière de septième art, le rapprochement se poursuit entre groupes chinois et Hollywood.

Sony Pictures s'allie à **Wanda** (du magnat **Wang Jianlin**) en marketing. Aux films de Sony, Wanda ouvrira sa billetterie virtuelle et celle de ses 1000 magasins et bientôt d'une douzaine de parcs d'attraction- il pourrait aussi les cofinancer. Il diffusera en Chine, et en Amérique, à partir de son réseau de salles **AMC**, voire du réseau **Carmike** (2954 salles) dont il négocie le rachat. Il possède aussi les studios **Legendary**, et veut absorber ceux de **Dick Clark**.

Steven Spielberg s'associe à **Jack Ma** (**Alibaba**) pour la production, le financement et la distribution. **Alibaba**, le 1er centre commercial en ligne au monde, prend des parts d'**Amblin**, le consortium de Spielberg (successeur de **Dreamworks**, englobant 3 autres maisons de production). Six à neuf films par an sortiront, pour distribution en Chine via **Alibaba**, et dans le monde via **Universal Pictures**, en salles, sur réseaux câblés, ou en streaming.

Un des intérêts de l'alliance sera de *siniser* les films, en y intégrant - souvent de façon peu naturelle- des scènes et des acteurs chinois. Ceci, afin de pouvoir justifier de « co-productions » non assujetties au quota chinois de diffusion de 34 films américains par an. Le Sénat américain et la presse d'Outre-Atlantique s'inquiètent de ce mariage culturel inspiré par l'esprit de lucre : craignant de voir de tels films, destinés à des publics très différents, véhiculer auprès des cinéphiles du Nouveau monde des valeurs indésirables.

Paradoxe amusant, c'est à ce moment spectaculaire, presque dramatique des mariages entre mastodontes du film des deux continents, que le cinéma chinois prend froid ! Pour sa « semaine d'or » (1-7 octobre), son **box-office** a plongé, reculant de 15% dans les ventes de billets. À 1,57 milliard de ¥ de recettes en huit jours, la contre-performance mettait un terme à 5 ans de chevauchée fantastique, avec +40% d'entrées en moyenne.

Expliquée par **Tao Ye** (Minsheng Securities), la cause du recul est double : l'autorité chinoise venait d'interdire les ventes sur internet à prix cassé, et le programmation avait dernièrement eu fâcheuse tendance à multiplier les navets, *remakes soporifiques* de succès étrangers.

Ceci en fin de compte renforce l'intérêt pour la Chine, de multiplier les coopérations avec les créateurs étrangers : américains, mais aussi européens, français en tête.

Santé : Il court, il court, le diabète



En Chine, l'**obésité infantile** fleurit sur le terreau d'un milieu urbain hier dans la misère et pauvre aujourd'hui, donnant à de jeunes parents peu éduqués les moyens de gaver leurs enfants de « malbouffe » et sucreries, non compensées par une activité physique.

Selon le rapport de la Fédération mondiale de l'obésité (publié au *European Journal of Preventive Cardiology*), le pays en 2025 aura **48,5 millions d'obèses** de moins de 18 ans - l'équivalent de la population espagnole. La Chine comportera 1,5 million d'ados à mauvaise

tolérance au glucose, 4,6 millions de stéatose hépatique, sans compter les légions de jeunes déjà diabétiques et victimes d'hypertension qui décupleront au fil des décennies. Non soignées à temps, ces pathologies se métamorphosent en diabète, inguérissable ensuite. En fin de cycle, la société chinoise devra subir des dizaines de millions de morts prématurées et une dépendance en soins pharmaceutiques au coût exorbitant, frein futur à la croissance.

Ce fléau a connu une progression ultrarapide : chez les garçons, la prévalence en **surcharge pondérale** est passée de 0,74% en 1985, à 16,35% en 2014. Chez les filles, elle passait d'1,45% à 13,91%. Entre les deux sexes, l'écart n'est pas du à une différence biologique, mais à une faveur des parents envers les garçons, leur accordant plus de chips, sucreries, et de jeux derrière l'ordinateur.

C'est donc une bombe à retardement qui

fait tic-tac, sur laquelle le monde médical tente de lancer l'alerte. Comme moyen palliatif, ils préconisent de décupler la formation des éducateurs, médecins et nutritionnistes, et de renforcer celle des parents par la filière des écoles, de la TV, de la presse et de l'internet sur les principes d'une alimentation équilibrée.

Une remarque des enquêteurs est tout sauf encourageante : à ce stade, aucune action des pouvoirs publics n'a été efficace. Par ignorance et amour mal compris, les parents compromettent l'avenir de leurs enfants.

Dernière consolation - qui n'en est pas une : la Chine n'était en 2013, par habitant, « que » 8ème foyer mondial d'obésité juvénile, derrière les trois premiers (Vietnam, de l'Azerbaïdjan et de la Serbie). Mais plus pour longtemps... En 2025, elle sera en tête du triste peloton : seul un réveil-choc du gouvernement, de la société civile peut éviter la catastrophe.

Petit Peuple : Fengyang (Anhui) - Chute et rédemption de Zhang Liwei (1ère partie)



A Daqing (Heilongjiang) en 2000, la famille de **Zhang Liwei** vivait à l'aise, du commerce du bois de pin du Nord-Est et du bouleau de Sibérie. Fils unique, le jeune s'était vu accorder toutes ses lubies et de l'argent sans compter. De la sorte, il était devenu un fêtard invétéré, passant ses nuits entouré de jolies demoiselles, à boire, chanter et jouer au mah-jong. Mais un soir du 9 novembre, un drame venait interrompre cette vie oisive, qu'il pimentait de petits délits. Son père l'avait privé d'argent, et sa mère ne l'avait plus dépanné. Malheureusement pour lui, Liwei avait sa bande, ses trois compagnons de débauche, aveuglément dévoués. Cette nuit, ils avaient un plan B : « taper » (aux 2 sens du terme) Ailun, un jeune millionnaire qui passait ses nuits en boîte de nuit. Ce trouillard ne se défendrait pas, ils le connaissaient : ce serait du tout-cuit !

Ils l'attendirent, cachés à l'entrée du parking du club. À 23h00, la Porsche Panamera métallisée s'immobilisa en un crissement de pneus sur le gravier. La portière s'ouvrit, dévoilant l'éphèbe en costume blanc : ils se jetèrent alors sur lui. Mais maladresse, les autres portières s'ouvrirent, dévoilant trois armoires à glace... Et voilà que Ailun tirait de son blazer un canon d'acier bleuté, visant Liwei... Par réflexe, ce dernier dégaina en premier et tira, faisant éclater son crâne, puis celui d'un des gardes du corps. Un des ses amis décocha au deuxième vigile, un coup de poignard en pleine poitrine – le troisième s'enfuit sans demander son reste.

Liwei et ses hommes sortaient donc éclatants vainqueurs, mais à quel prix ! En effet, les cris sauvages de la rixe avaient attiré du monde, des projecteurs s'étaient allumés et le videur du club,

avec tous ces témoins, dardaient sur les tueurs des yeux écarquillés : Liwei et ses sbires s'enfuirent...

Liwei rentra chez ses parents, les réveilla. À l'annonce de la terrible nouvelle, sa mère s'effondra en larmes. Son père résuma la situation : « *s'ils te prennent, c'est la peine de mort* ». Sa seule chance était la fameuse stratégie du « moyen du désespoir » (*mei you banfa de banfa*, 没有办法的办法) : prendre ses jambes à son cou sans perdre une minute. Dès le lendemain, aux cris d'orfraie des influents parents du jeune mort, toutes les polices se lanceraient sur ses traces. Et pour aggraver son cas, suite à ses frasques passées, Liwei avait déjà été fiché : sa fiche anthropométrique était prête à être diffusée sur tous les écrans de tous les commissariats de l'Empire...

En son malheur, Liwei avait au moins une chance : à cette heure, un camion du chantier de son père, s'apprêtait à partir pour le Shandong, à 166 km. Aussi 30 minutes après, le fils était avec son père devant le semi-remorque, pour des adieux sans retour : « *Que Guanyin (la déesse de la compassion) t'accompagne* », lui souffla-t-il. Avant l'accolade, il lui confia en viatique une enveloppe remplie de billets de banque. Puis l'engin s'ébranla et disparut dans l'obscurité...

En dépit des heures aux côtés du chauffeur muet, Liwei ne put trouver le sommeil. La violence qui venait de déferler sur lui et ses victimes, sans l'avoir vraiment prévue ni même voulue, le forçait à un examen de conscience. Un instant venait de suffire à bouleverser sa vie à jamais, lui faisant changer de statut social, l'arrachant au club très fermé des fils à papa de Daqing à qui tout était dû, pour forcer son entrée au groupe encore plus exclusif des malfrats haïs et redoutés, assassins traqués et ennemis publics.

Le plus pénible, était cette impression inouïe, étrange et insupportable, de souillure morale. Jusqu'alors, Liwei avait toujours su fermer les yeux sur la nuisance qu'il causait à la société, la maquillant en preuve d'audace existentielle et de liberté créative. Mais à présent, cette image frelatée laissait

place à un vide, à une nullité morale qui l'anéantissait par l'horreur du sang versé. Une fois déposé 24 heures plus tard sur une route déserte, le fugitif entama son périple d'errance. Immédiatement acclimaté à sa condition de réprouvé, il était passé naturellement au mode de survie le plus discret, le moins repérable. Comme les pauvres, il se sustentait debout aux tricycles à nouilles sur le bord de la route. Il marchait la nuit, dormait le jour en se cachant.

Il se surprit de voir émerger chez lui un comportement inédit : chaque fois qu'il se trouvait seul, il s'agenouillait, implorant Dieux et ancêtres pour le pardon de son crime.

Il lui fallut 4 mois pour atteindre le Jiuhua, un des 4 monts sacrés bouddhiques du pays. C'était en février 2001, lors du passage à l'année lunaire du Serpent. Au **monastère Baisui**, il entra. Dans la halle du Bouddha couché, déserte, mis à part le frère de garde endormi, il ouvrit discrètement son havresac, tira une à une les liasses de billets roses données par son père, les glissa dans l'urne de bois et de verre, avant de redisparaître dans l'aube naissante : la suite serait « *à Dieu-vat* » !

Il revint le soir, s'étant rasé le crâne et passé une robe carmin usée achetée 5¥ la semaine précédente sur un marché de nippes.

Dans la cour, telle une ruche dérangée, le sanctuaire vibra de positivité : courant en tous sens en chantant des vêpres chacun pour soi, les frères célébraient le don génial, les 50.000¥ offerts par Bouddha en étrennes de l'an neuf. Aussi accueillirent-ils sans poser de questions cette recrue tombée du ciel, s'offrant à partager leur vie. Reniant (cachant) son nom passé, Liwei se présenta comme **Hongtao**, la « *Forte vague* ». C'était celle qu'il promettait de faire déferler au service de la vertu. Son nouveau nom de famille, Sun évoquait l'obéissance au groupe et à ses règles. Tout le reste de sa vie, le fugitif prétendait désormais suivre la Voie !

Réussira-t-il ? Il y a loin de la coupe aux lèvres ! La suite au prochain numéro...

Rendez-vous : Semaine du 17 au 23 octobre 2016



16-18 octobre, Shanghai : **AGROCHEMEX**, Salon de la protection contre les maladies des plantes

17-19 octobre, Pékin : **ILOPE**, Salon international de l'industrie de l'optoélectronique et de la photonique, lasers, capteurs infra rouge et accessoires

18-20 octobre, Pékin : **AVIONICHINA**, Salon et conférence internationale sur l'avionique et les équipements de test



19-21 octobre, Pékin : **China HORSE Fair**, Salon international du cheval, sports et loisirs

19-21 octobre, Shanghai : **China KIDS Expo**, Salon international du jouet, des bébés et des cadeaux

20-22 octobre, Chengdu, **China Food and Drinks Fair**, Salon de l'alimentation et des boissons



20-23 octobre, Chongqing, **CIMAMOTOR**, Salon international du deux roues

20-23 octobre, Tianjin : **China MINING**, Salon et Congrès chinois de l'industrie minière

21-23 octobre, Shanghai : **China ATTRACTIONS Expo**, Salon chinois des parcs d'attraction

21-23 octobre, Shanghai : **CIHS, China International Hardware Show**, Salon international de la quincaillerie



24 octobre, Shanghai, **World's Leading WINES**, Rencontres d'affaires des importateurs et distributeurs de vins les plus renommés

Vent de la Chine : Chers abonnés, pensez à notre offre de **PARRAINAGE** : parlez du Vent de la Chine à votre entourage, et si l'un d'entre eux s'abonne, un mois vous est offert !



Chers abonnés, pensez à notre **offre de parrainage** : parlez du Vent de la Chine à votre entourage, et [si l'un d'entre eux s'abonne](#), un mois vous est offert !